

**Discours du Conseiller fédéral Moritz Leuenberger
chef du département fédéral de l'environnement, des transports,
de l'énergie et de la communication
prononcé le 15 septembre 2003, à l'occasion de l'ouverture de la troisième réunion du
Comité de préparation (PrepCom 3) du Sommet mondial sur
la Société de l'information, à Genève**

*Embargo: 15.09.2003 11.00 h
Les paroles prononcées font foi*

C'est aujourd'hui la troisième fois que nous nous réunissons à Genève pour préparer le Sommet mondial sur la Société de l'information (SMSI). C'est aussi la troisième fois que j'ai l'occasion de prononcer le discours d'ouverture de la PrepCom, en qualité de ministre du pays hôte, et je m'en réjouis.

Parce que nos objectifs et nos motivations sont forts et ambitieux. Et ces objectifs sont, aujourd'hui, de plus en plus reconnus par les milieux politiques et le grand public. Ainsi, près de 40 chefs d'Etat et de gouvernement ont déjà fait part de leur intention de participer au SMSI. De même, les halles de Palexpo sont presque toutes réservées pour les quelque 80 événements du sommet et le secteur privé, après des hésitations de départ, confirme maintenant son intérêt.

Quel état des lieux peut-on faire à quelque trois mois de l'ouverture du sommet ?

Parlons tout d'abord du processus politique, dont la qualité dépend principalement de deux textes : la déclaration de principes et le plan d'action. La base a été posée, mais nous sommes tous d'accord qu'il reste encore beaucoup à préciser. Les documents sont encore trop imprégnés de l'envie de concilier tous les points de vue, et le terrain d'entente minimum est encore trop restreint. Et ne nous voilons pas la face: en l'état ces documents manquent de propositions concrètes.

Je sais bien qu'il s'agit là d'une entreprise difficile, car plus on entre dans le concret, plus les divergences d'opinion entre les divers Etats apparaissent. Mais nous ne devons pas avoir peur de faire apparaître ces différences. Il vaut mieux identifier les conflits, les discuter ouvertement et trouver des réponses politiques plutôt que de vouloir les étouffer ! Oui, nous devons nous montrer novateurs et ambitieux ! Oui, au cours de ces prochaines semaines, nous devons chercher – et trouver – des solutions concrètes. Ne nous contentons pas d'une simple liste de buts généraux, discutons nos divergences et trouvons des objectifs communs définis ensemble.

Je pense à des objectifs précis, avec un calendrier clairement établi. Beaucoup d'objectifs sont vivement souhaitables. Par exemple, chacun souhaiterait que tous les Etats aient élaboré une stratégie nationale pour la société de l'information d'ici 2005. Chaque gouvernement aimerait que tous les hôpitaux et toutes les universités de son pays soient dotés d'installations de télécommunication d'ici 2005. Chacun voudrait aussi que les centres de santé dans le monde disposent d'un raccordement de télécommunication d'ici 2010 ou que les administrations publiques disposent d'un site internet et d'une adresse de messagerie électronique à la même date.

Ce sont bien sûr des objectifs forts, rassembleurs, ambitieux. Mais si nous les inscrivons dans un plan d'action, alors nous devons tout faire pour qu'il ne reste pas des vœux pieux. Il nous faut une stratégie commune, il nous faut une volonté politique commune pour les réaliser.

La version actuelle du plan d'action contient de bonnes idées, des propositions essentielles qui mettent les technologies de la communication au service des grands problèmes de

l'humanité ; par exemple - en transmettant via internet des informations de base pour la prévention du SIDA - en offrant aux personnes vivant à la campagne un accès aux savoirs, aux universités grâce à l'internet, - en détectant plus vite les catastrophes naturelles permettant ainsi d'en limiter les conséquences.

Il faut donc éclaircir la question de la réalisation des projets et aussi celle de leur financement.

Mais au cœur du sommet, il y a la question de l'accès aux informations – un accès tant physique qu'intellectuel. En effet, il ne sert pas à grand-chose de faire l'apologie des formes d'application extraordinaires qu'offrent ces technologies, si la moitié de l'humanité ne dispose d'aucun raccordement téléphonique, sans parler d'internet. A quoi pourrait bien servir un accès à internet, si le cinquième de la population mondiale ne sert ni lire, ni écrire ? C'est pourquoi il est crucial que les médias électroniques traditionnels – comme la radio rurale qui informe les paysans – trouvent aussi une place de choix lors du Sommet.

Le risque est grand d'être ébloui par les possibilités fascinantes de la technologie. Le risque est grand d'oublier que seuls quelques privilégiés y ont accès, que la grande majorité des personnes sont exclues de cette évolution.

La question de l'accès à l'information est souvent considérée par le Nord industrialisé et par le secteur privé comme un problème relevant de la politique de développement, autrement dit un problème qui ne les concerne pas directement. Or c'est tout le contraire : premièrement, la crise actuelle de la branche des communications démontre combien celle-ci est dépendante des nouveaux marchés. Deuxièmement, le commerce équitable dans le monde constituera à long terme l'une des conditions préalables au bien-être du Nord également. Mais un commerce équitable au niveau international n'est pas envisageable sans l'accès de tous à la société de l'information.

La Suisse s'attache à résoudre la question du financement de cet accès. Notre pays a formulé des propositions concrètes. Des propositions qui prévoient un mécanisme de financement via l'économie privée pour construire l'infrastructure dans les pays qui en manquent. Chaque pays devrait toutefois rester libre de donner sa propre définition du service universel et de déterminer de quelle façon il doit être réalisé. Car les besoins et les rapports économiques ne sont pas les mêmes au Gabon ou au Laos qu'au Danemark ou en Australie.

Les propositions contenues dans le plan d'action, sur lequel nous travaillerons pendant les deux prochaines semaines, doivent donc être concrètes, réalisables et supportables au niveau financier.

Que ce soit à Genève ou à Tunis, le sommet vise un monde meilleur, un monde plus juste. Il veut montrer la voie vers une mondialisation humaine et équitable. Il veut montrer comment les effets pervers de la mondialisation de l'économie peuvent être compensés, voire corrigés, par la technologie : dans le sens d'une plus grande diversité culturelle, dans le sens de la libre circulation de l'information, ou dans le sens d'un soutien aux écoles, aux hôpitaux des régions rurales ou des quartiers défavorisés. C'est ainsi que sera lancé à Genève un processus visant à permettre à tous de prendre part à la société de l'information – et pas uniquement à quelques privilégiés tels que nous.

Osons être ambitieux dans ce plan d'action ! Prenons le risque d'exiger du concret et de tracer des pistes originales, de façon à ce qu'il y ait des propositions claires après Genève, qui pourront être mises en œuvre, du moins partiellement, d'ici la rencontre à Tunis. Vu sous cet angle, le succès de Genève 2003 sera aussi le succès de Tunis 2005.

Je me réjouis de voir une Prepcom critique, inventive, et même dérangeante dans sa volonté de bousculer la réalité. C'est seulement ainsi que cette réunion pourra engendrer un projet politique pertinent !

Je vous remercie vivement de votre engagement et je vous donne rendez-vous au 10 décembre!